



Minerais africains pour le développement de l'Afrique : une campagne pour la prospérité des communautés et l'accès à l'énergie grâce à une transition juste en Afrique

Le Problème

Les pays riches se bousculent pour mettre la main sur les gisements des minerais de transition de l'Afrique. Cette concurrence dans un contexte d'urgence s'accompagne d'une très forte pression pour affaiblir les garanties relatives à la gouvernance, aux droits humains et à l'environnement en vue d'accélérer l'extraction et d'ainsi exporter des matières premières du continent afin de créer des systèmes énergétiques plus propres ailleurs. Si la ruée vers les minerais de l'Afrique n'est pas contrôlée, le continent et sa population seront confrontés aux dommages environnementaux, à l'injustice sociale et aux pires impacts de la crise climatique sans bénéficier des fonds, des technologies, des compétences ou des minerais dont ils ont besoin pour créer les approvisionnements nationaux en énergies renouvelables nécessaires au développement.

Le Contexte

Les matières premières dont le monde a besoin pour assurer un avenir énergétique propre font l'objet d'une très forte demande.¹ L'Afrique possède des réserves abondantes de ces « minerais de transition » qui sont utilisés dans les technologies éolienne et solaire et la production de véhicules électriques. Le continent détient plus de 40 % des réserves mondiales de minerais essentiels pour les batteries et les technologies de l'hydrogène.²

1. Agence internationale de l'énergie, The Role of Critical Minerals in Clean Energy Transitions (2021), www.iea.org/reports/the-role-of-critical-minerals-in-clean-energy-transitions

2. Agence internationale de l'énergie, Africa Energy Outlook 2022, <https://www.iea.org/reports/africa-energy-outlook-2022/key-findings>

Les puissances étrangères se livrent une concurrence de plus en plus acharnée autour des minerais, stimulée en partie par la domination de la Chine dans le traitement mondial des minerais. Des pays et des blocs comme les États-Unis et l'Union européenne abandonnent dès lors le multilatéralisme en faveur d'accords bilatéraux sur les minerais.

Cependant, la corruption, les profits excessifs, les dégâts environnementaux et les violations des droits humains caractérisent d'ores et déjà l'exploitation minière en Afrique. L'urgence et l'importance de la demande relative aux minerais de transition de l'Afrique ne feront qu'accroître la pression sur les pays producteurs pour qu'ils « accélèrent » l'octroi de licences et ouvrent l'exploitation minière dans des zones sensibles et à haut risque. Cette situation entraînera une hausse de la corruption et des violations des droits humains et de

L'extraction débridée des minerais de transition risque fort de maintenir les pays africains dans un statut de fournisseurs de matières premières ; or l'exploitation minière porte préjudice aux communautés locales et à l'environnement, mais sans donner la possibilité aux personnes qui possèdent ces minerais d'accéder à l'énergie nationale.

Mais l'émergence d'une discussion plus mûre sur la vision qu'a l'Afrique sur une transition juste, la souveraineté énergétique et ses minerais de transition, y compris leur utilisation, les exploitant·e·s et les bénéficiaires, ouvre le champ des possibles.



Cette ruée vers les ressources de l'Afrique intervient à un moment où les pays africains sont confrontés à des choix critiques concernant leurs propres voies de développement et viabilité énergétique, qui définiront les possibilités en termes de bien-être et de prospérité pour les décennies à venir.

Transition juste : une vision du climat, de l'énergie et du développement pour l'Afrique

UNE RÉPONSE PANAFRICAINE

Vision : extraction et utilisation stratégiques, responsables et durables des minerais de transition de l'Afrique pour permettre le développement, la souveraineté énergétique et la prospérité du continent

Objectif 1 : inscrire les minerais africains pour le développement de l'Afrique à l'ordre du jour politique régional

Les ressources de l'Afrique sont depuis trop longtemps exploitées pour répondre aux besoins matériels de l'industrialisation et du développement occidentaux. La richesse en minerais de l'Afrique la rend stratégique pour la transition énergétique, et les institutions du continent sont de plus en plus conscientes que c'est l'Afrique qui possède ces ressources essentielles.

Les minerais de transition doivent être utilisés comme levier stratégique pour favoriser les investissements (financiers et matériels) dans l'accès aux énergies renouvelables et la souveraineté – et dans les infrastructures nécessaires en ce sens.

Nous allons développer une volonté politique autour des minerais de transition qui contribuent à la prospérité et au développement de toute la population africaine.

Objectif 2 : renforcer les pratiques minières responsables pour répondre à la demande relative aux minerais de transition

Au cours de leur histoire, les pays africains – en particulier les communautés des régions productrices – n'ont pas bénéficié de leurs richesses minières. Au contraire, l'exploitation minière en Afrique a trop souvent laissé dans son sillage des conflits, des violations des droits humains et une dégradation de l'environnement.

La gouvernance minière, les droits humains et les garanties environnementales doivent être renforcés pour endiguer les dommages causés par les pratiques minières irresponsables et s'adapter à l'essor de la demande.

Nous plaiderons en faveur de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques, de lois et de pratiques commerciales qui garantissent des pratiques minières responsables.

Face à la crise climatique et à la complexité de la transition énergétique, il est essentiel que nous défendions une vision positive pour un avenir énergétique plus propre et plus équitable en Afrique et que nous l'associions explicitement à la gestion responsable des gisements des minerais de transition. Nous voulons que les minerais africains permettent la prospérité de toute la population africaine ; nous voulons que tous les pans de la société, y compris les communautés marginalisées et les groupes vulnérables, profitent des bénéfices des minerais de transition de l'Afrique. Pour ce faire, nous devons développer la volonté politique et l'adhésion des dirigeant·e·s africains en inscrivant ces questions à l'ordre du jour politique régional. L'instauration de cette volonté politique et de cette adhésion soutient le plaidoyer au niveau national énoncé dans l'objectif 1. Les tactiques à mettre en œuvre consistent notamment à :

- Élaborer un récit « global » dessinant une vision positive d'un avenir meilleur, où l'Afrique bénéficiera de ses minerais de transition, pour présenter nos recommandations politiques plus spécifiques. Utiliser ce récit pour établir le lien entre la nécessaire bonne gouvernance des minerais de transition, les revenus et la fiscalité, le développement, les droits humains, l'espace civique, la transition énergétique et la transition juste.
- Travailler avec des allié·e·s stratégiques comme le Centre africain de développement minier pour s'engager dans des espaces politiques régionaux et ainsi mettre en avant notre vision positive des minerais de transition en Afrique.
- Renforcer la collaboration avec le mouvement climatique pour valoriser les minerais de transition et veiller à demander conjointement des changements politiques qui favorisent à la fois l'action climatique et les minerais de transition responsables. Nous pourrions par exemple tirer parti de nos relations avec le Global Gas and Oil Network, le Climate Action Network et le Global Strategic Communications Council.
- Associer nos demandes à des besoins plus larges d'annulation de la dette, de financement de la lutte contre les changements climatiques et de consommation mondiale inéquitable. Créer des alliances avec les mouvements travaillant sur ces questions pour que nos demandes s'inscrivent de manière cohérente dans un programme plus large de changements systémiques.
- Commanditer des études pour évaluer les flux de minerais de transition qui sortent du continent et plaider en faveur de la contribution des minerais au développement, à l'accès universel et équitable à l'énergie et à la transition énergétique de l'Afrique.
- Coordonner la rédaction d'une lettre ouverte conjointe de dirigeant·e·s africain·e·s de haut niveau (politicien·ne·s, économistes, universitaires, dignitaires religieux·ses, etc.). L'objectif de cette lettre est d'appeler les gouvernements africains ayant des minerais de transition à prendre des décisions permettant la contribution sur la durée de ces minerais à la prospérité, y compris au respect des droits des communautés et de l'environnement.
- Recourir à des communications stratégiques à l'occasion de moments ou d'événements de haut niveau (voir ci-dessous pour 2023 et 2024) afin de porter plus haut les questions des minerais de transition responsables, des minerais pour le développement et de la souveraineté énergétique via des communiqués de presse, des éditoriaux et des conférences de presse.

2

Élaboration et mise en œuvre de lois, de politiques et de pratiques commerciales visant à assurer une extraction et une utilisation responsables et durables des minerais de transition qui contribuent au développement de l'Afrique et répondent aux préoccupations des communautés

Sous l'égide des coalitions nationales et des membres de PCQVP

Nous nous appuierons sur le regain d'intérêt envers les minerais de transition pour placer l'exploitation minière responsable et durable au cœur du débat au niveau national en l'associant explicitement au programme de transition énergétique et d'action climatique. Nous plaiderons pour que les décisions d'extraction soient fondées sur une évaluation globale des coûts et avantages réels de l'extraction des minerais, et avec le consentement préalable, libre et éclairé des communautés. Nous plaiderons en faveur de nouvelles lois et de changements politiques pour garantir la mise en place et le respect de garanties rigoureuses en matière d'environnement, de droits humains, de protection des communautés et de lutte contre la corruption. Les campagnes et le plaidoyer au niveau national répondront aux lacunes politiques spécifiques dans leur contexte, mais seront unis par un récit commun (objectif 1). Les tactiques incluent :

- Développer une boîte à outils de communication commune à déployer au niveau national pour renforcer la couverture médiatique, la volonté politique et la compréhension des communautés concernant les liens entre les minerais de transition d'un pays, les transitions énergétiques et la justice climatique.
- Améliorer la connaissance et la compréhension des minerais de transition et de leur rôle dans la transition énergétique par le biais de notes d'information et d'autres produits de communication adaptés à différents publics, tels que les communautés productrices de minerais, les gouvernements locaux et nationaux et la société civile au sens large.
- Plaider pour la mise à jour descodes miniers et instruments juridiques afin de répondre à la demande croissante sur les minerais de transition et assurer le suivi de la mise en œuvre, en se basant sur les attentes et priorités des communautés.
- Élaborer des recommandations politiques sur les moyens à mettre en place pour s'assurer que les revenus de l'extraction des minerais de transition soient réinvestis dans la transition énergétique au niveau national.
- Coordonner, diffuser les enseignements et la stratégie à travers le Groupe de travail sur les minerais de transition (actuellement composé de représentant·e·s de la RDC, de Madagascar, du Mali et de la Zambie). Cela comprend l'expansion du groupe de travail et de cette campagne pour inclure d'autres pays stratégiques, comme la Côte d'Ivoire (manganèse), le Mozambique (graphite), la Guinée (bauxite), le Gabon (manganèse), le Ghana (manganèse), l'Afrique du Sud (chrome et manganèse) et le Zimbabwe (chrome).

3

Intégrer les questions d'exploitation minière responsable et durable dans les accords et partenariats bilatéraux émergents

Sous l'égide du secrétariat de PCQVP avec les coalitions et les membres

Alors que les pays cherchent à agir rapidement pour s'approprier les minerais de transition, le paysage politique et les possibilités de plaider pour l'influencer évoluent rapidement. Cela se caractérise par une augmentation des accords bilatéraux opaques. Nous allons suivre ces accords et partenariats et appellerons au déploiement de garanties plus solides en matière de gouvernance, de droits humains et d'environnement dans le cadre de ces projets. Les tactiques incluent :

- Surveiller les accords bilatéraux et les partenariats et mettre en relation les membres de PCQVP du pays producteur avec la société civile du pays « acheteur » pour faire part des problématiques en question. Dans ce cadre, il serait envisageable d'amener la société civile des pays producteurs à s'adresser aux organes de réglementation, notamment dans le cadre de la législation et des partenariats de l'UE sur les matières premières critiques, du partenariat pour la sécurité des minerais aux États-Unis, de la loi allemande sur les matières premières critiques, de la stratégie britannique sur les minerais critiques, du programme australien sur les Partenariats internationaux sur les minerais critiques.
- Plaider pour la transparence des accords et partenariats bilatéraux, en particulier ceux entre les pays producteurs et les États-Unis, l'UE, l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Australie, ainsi que ceux stimulés par le Minerals Strategic Partnership et d'autres partenariats similaires. Lier autant que possible ce plaidoyer à la campagne #DiscloseTheDeal.
- Cadrer les opportunités pour identifier et influencer les accords chinois et russes conclus avec les pays africains pour leurs minerais.
- Élaborer des options politiques et des stratégies d'influence pour renforcer le financement, les connaissances et le transfert de technologies par le biais d'accords bilatéraux, y compris un prix commun pour les minerais
- Rédiger des blogs, des éditoriaux et des communiqués de presse pour faire entendre les préoccupations de la société civile des pays producteurs potentiels dans le pays à l'origine de l'accord.
- S'engager avec les organismes régionaux africains pour explorer la possibilité d'une position entièrement africaine et d'un positionnement conjoint dans les négociations avec l'UE, les États-Unis et d'autres pays engagés dans le traitement des minerais et la production.
- Identifier et développer des études de cas sur un projet phare et emblématique qui incarne nos principales préoccupations et recommandations.

Partenaires et alliés avec lesquels PCQVP s'engagera dans ce cadre : NRGi, Global Witness, Bureau européen de l'environnement et la Coalition des matières premières critiques de l'UE

Comment nous avons élaboré ce plan de campagne

Un groupe de travail sur les minéraux de transition a été mis en place. Initialement composé de représentants des coalitions PCQVP RDC, Mali et Madagascar, ce groupe de travail s'est ensuite ouvert à d'autres acteurs de la société civile et à des chercheurs travaillant sur la question de la transition énergétique. L'un des mandats du groupe de travail était de contribuer à l'identification des priorités d'action pour que les minerais de transition soient une source de croissance pour les pays du continent africain. Dans ce contexte, en mai 2023, des consultations nationales ont été organisées pour les acteurs de la société civile en RDC, au Mali et à Madagascar. Facilitées par un consultant recruté par le secrétariat international de PCQVP, ces consultations nationales, ainsi que des entretiens avec d'autres parties prenantes non gouvernementales et gouvernementales, ont conduit à l'élaboration d'un plan de plaidoyer panafricain sur les minerais de transition.

INSCRIVEZ-VOUS À LA LISTE DE DIFFUSION

Pour recevoir et partager des mises à jour importantes sur le plaidoyer et les campagnes sur les minerais de transition en Afrique, veuillez remplir [ce formulaire](#).

Vous serez ajouté-e à la liste de diffusion transitionminerals@pwyp.org.

PLUS D'INFORMATIONS

Pour recevoir plus d'informations sur la campagne, veuillez écrire à zsprietmezoued@pwyp.org



**PUBLISH WHAT
YOU PAY**

Email: info@pwyp.org

 [@PWYPtweets](https://twitter.com/PWYPtweets)

 [Publish What You Pay](#)

 www.pwyp.org

**Publish What You Pay is a registered charity (Registered Charity Number 1170959)
and a registered company in England and Wales (No. 9533183).**

